

rages qu'on puisse désirer quoiqu'en apparence pas aussi abondant que les valées du Mississippi. L'herbe en est plus nourrissante, et en plusieurs endroits, elle est si épaisse qu'elle forme comme un matelas sous les pas du voyageur; il y en a aussi qui est salée. Le bois y est rare; la plus grande partie de ce pays demeure inhabité, mais il pourra donner des pâturages à des millions d'animaux, et dès à présent même il y a des Sauvages qui y ont cent chevaux et même jusqu'à mille.

Le district du milieu est borné à l'ouest par les montagnes des côtes; elles y sont tellement couvertes de bois, qu'on ne saurait s'en faire une idée; le pin rouge et jaune, le sapin, l'épinette, la pruche, le cèdre, etc., s'élèvent en des troncs droits et uniformes, à la hauteur de cent et cent cinquante pieds et décroissent autant de leurs premières branches à mesure qu'elles s'éloignent de la terre. Le plus curieux est une espèce d'érable qui pousse par touffes, chaque touffe contient de cinq à dix troncs, de la grosseur de la cuisse d'un homme; elles poussent à la hauteur de dix à quinze pieds, se courbent ensuite jusqu'en terre, d'où elles poussent de nouveau, et recommencent toujours de la même manière. Ces touffes deviennent si épaisses, qu'un cheval, et même un homme à pied, n'y pourrait passer à travers. J'ai littéralement rampe dessous ces branches et n'ai pu en sortir qu'un bout de quelques centaines de verges, quelquefois même, je n'ai pu en trouver le bout, tant les branches sont épaisses; je ne pouvais rien distinguer à trente pieds tout à l'entour de moi. Ces rencontres ne sont pas communes; quoiqu'il y en ait, en quelques cas, quelques touffes de plusieurs milles d'étendue, même près de nos principaux établissements. On l'homme civilisé n'a pas encore posé le pied; ainsi vous ne devez pas être surpris quand je vous dirai que dans l'Orégon-Ouest, il n'y a guère d'habité que ce qui est sur le bord de l'eau.

La grande vallée du Wallamet forme une très belle prairie; on y trouve beaucoup de bois. Les fougères annoncent des chênes; on en trouve en abondance là, où on a brûlé le bois, et les y ont poussés au détriment des autres herbes. Il y a peu de terres incultes dans l'Orégon-Ouest; les montagnes même sont de bonne terre, exemptes de roches, et rarement à pic. Comme dans tous les endroits montagneux l'eau y est excellente. On y trouve beaucoup de place à moulin; la quantité de bois de sciage y est immense. Il y a quantité de places, où je pense qu'on pourrait tirer mille billets par acre, chaque billet pouvant donner cinq cents pieds de bois. Maintenant j'ôte pour un instant, un coup d'œil sur nos marchés. La Chine, l'Australie, la plupart des îles de la mer pacifique sont destinées de bois, et n'ont d'autres ressources que dans l'Orégon. Nos facilités pour les manufactures sont sans rivales dans le monde. Nos troupeaux sont élevés et engraisés avec moins de peines qu'en aucun autre endroit. Nos habitants jouissent d'une énergie et d'une santé, qu'on est loin de connaître dans les vallées du Mississippi; et nous deviendrons infailliblement un peuple heureux; mais la variété des différents gins qui nous tente, fait qu'on ne sait à quoi se fixer d'abord; ce qui fait qu'on change continuellement d'emploi. On a peu de capital, peu de demandes. Si je pouvais vous donner une liste de nos producteurs, nos exportations vous paraîtraient surpasser toute croyance; je vous dirai cependant qu'elles excèdent 500 piastres pour tout bon orvrier blanc de l'Orégon. Je sais qu'on a embarqué plus de 15,000 barils de fleur, 5,000,000 de pieds de bois, 1,000 barils de sounons, une grande quantité de beurre, de fromage, etc. Les produits de 1848, ont plus que doublés ceux de l'année précédente, et ceux de 1849 les auraient sans aucun doute surpassés, si la manie de l'or ne fut venue dévaster presque tout notre pays. Environ les trois quarts de la population sont allés aux mines. Quelques uns sont cependant revenus pour cultiver leurs terres, mais avec l'intention de retourner ensuite. La quantité d'or est devenue si considérable; que toutes les choses sont montées à un prix excessif. Un bon labourer gagne cinquante piastres par mois. De belles fermes sont désertes; les moulins ne font rien; nos

imprimeurs sont partis, nos papiers arrêtés. Nos officiers sont partis: nos cours sont aussi arrêtés. La machine aux lois et de notre gouvernement est mise de côté, et notre pays est exposé aux ravages des Sauvages sans aucune protection. Le gouverneur Lane et douze ou quinze dragons sont ici; le reste a déserté pour la Californie.

P. S. Le bateau à vapeur le *Massachusetts* vient d'entrer au port: il amène cent soixante hommes de troupe, de l'artillerie légère je crois; on en attend d'autres de jour en jour sur l'Orégon. Je pense qu'ils vont bâtir un fort, un phare et un arsenal. Ils ont loué le moulin de M. McClalin 2,000 piastres par an, et ont acheté celui du gouverneur Abernethy 30,000 piastres.

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, VENDREDI 2 NOVEMBRE 1849.

BULLETIN.

L'Assemblée des partisans de l'Annexion à Québec. — Lettre de M. L. J. Papineau. — Ce qu'on pense et ce qu'on dit. — Fausses impressions relativement aux impôts et aux dépenses du Gouvernement au Canada et États-Unis. — Opinion de la presse. — Un monde perdu. — Arrivée d'un Canadien de la Californie.

L'Assemblée de samedi dernier écrit, un correspondant américain au *Éerald* de cette ville, a été une pauvre affaire. Le fait est qu'il n'y a pas d'hommes de poids et de talents ici à la tête du mouvement. S'il n'y a pas d'hommes de poids ou de talents à Québec à la tête du parti de l'annexion, ça ne prouve pas beaucoup en faveur de ce mouvement. Si l'armée annexionniste, manque d'officiers et de généraux, ses opérations seront nécessairement restreintes. La plus sûre garantie du succès et de la victoire, on sait, est la confiance des soldats dans leurs chefs. Sans cette confiance, on ne va pas loin. Nous ne prétendons pas dire que le parti de l'annexion ne pourra rien faire par la suite. C'est là une question que le temps résoudra. Mais ce que nous disons, c'est qu'aujourd'hui ce mouvement est prématuré et intempestif. C'est aussi pourquoi les hommes de poids et de talents (qui ne manquent pas plus à Québec qu'ailleurs) ne veulent pas s'en mêler.

Un journal de Québec, le *Chronicle* nous donne le compte rendu suivant de l'Assemblée de samedi dernier: "Le Duc de Wellington, dit-on, fait peu de cas des assemblées publiques et ne peut se persuader qu'on puisse rien faire par elles. Oh! si Sa Grâce eût été présente ici à l'Assemblée annexionniste de samedi soir! L'anarchie... est arrivée... Jamais nous n'avons vu de confusion de brouillards semblables. C'étaient des cris, des vociférations, des discours, des éclats de rire et tout cela ensemble. La confusion de Babel n'était rien auprès. M. Réaume, M. Soutard et quelques autres essayèrent de s'adresser à l'assemblée. Mais personne ne peut dire maintenant ni ce qu'ils ont dit, ni ce qu'ils voulaient dire, à l'exception d'une phrase répétée plusieurs fois par ces deux messieurs à l'adresse de la *tyrannie anglaise*. Quelqu'un cria alors trahison! trahison! Un autre proposa trois hommes pour la Reine qui furent bien accueillis et répétés à l'envi par les trois quarts de l'auditoire. Tout à coup la plate-forme sur laquelle étaient les orateurs et le comité s'éleva avec un fracas épouvantable. Un monsieur en tombant brisa un bec de gaz avec sa canne. Le gaz s'échappa du tuyau avec abondance. On cria: au feu! au feu! Vous pouvez vous imaginer la confusion qui suivit. On se précipita dans les couloirs et les escaliers pour sortir. Pour comble d'embarras, quelqu'un tourna alors le robinet du tuyau principal du gaz et toute cette foule agitée tomba dans une obscurité complète. A la porte, on cria vive la Reine! vive le Prince Albert! Hourras pour la Présidente Taylor! pour l'annexion! la Californie etc., etc. Le tout ensemble a été une farce."

La Gazette de Québec, à propos de cette assemblée, dit: "Nous pensons que ceux qui étaient à la tête de l'affaire, doivent être convenablement mis de côté, et notre pays est exposé à Québec, n'importe ce qu'elle est à Montréal."

Après tout le tapage décrit ci-dessus, il paraît que les partisans de l'annexion ne se fient pas pour battus, puisqu'ils se réunirent de nouveau et adoptèrent les résolutions suivantes: (Les journaux ne disent pas si c'était pour répéter l'histoire des trois *tailleurs de Londres*: "Nous pensons de l'Angleterre, etc.")

1° — Que la discussion ouverte et générale des questions de l'indépendance et de l'annexion aux États-Unis, dans les autres villes de cette province, est digne d'attirer l'attention sérieuse des citoyens de Québec, comme devant exercer la plus grande influence sur les intérêts actuels et futurs du pays.

2° — Que cette assemblée envisageant les difficultés commerciales, politiques et sociales du Canada, son importance et ses besoins croissants et particulièrement le peu d'intérêt que semble lui porter la mère-patrie, exprime sa conviction qu'une séparation pacifique de la colonie avec la métropole dans la vue de s'annexer aux États-Unis, est indispensable à notre tranquillité et à notre prospérité.

3° — Que les vues bien évidentes des hommes d'état les plus distingués de la Grande-Bretagne se rattachent à cette assemblée lieu de croire que la métropole nous accorderait sans condition notre indépendance si elle lui était demandée d'une manière convenable et par une majorité des habitants du Canada.

4° — Que le seul organe constitutionnel et irréversible de la majorité des habitants du pays est la voix de leurs représentants assemblés en Parlement.

5° — Qu'il soit formé maintenant une société dans le but de promouvoir et de mettre à effet les vues de cette assemblée.

6° — Qu'un comité soit chargé de préparer une constitution pour la dite société, d'accord avec les vues de cette assemblée.

7° — Que les messieurs suivants composent le dit comité.

- A. Soutard, L. Stafford, Frs. Drolet, J. Cordon, P. Fréchette, T. C. Lee, F. X. Dion, Jos. Légaré, fils, D. Robson, John Bonner, G. St. Pierre, W. S. Henderson, J. P. Rheaume, F. Lavoie, J. M. Hudon, Ed. Lacroix, C. Allégé, M. Dhuic, W. Peterson, J. Vesina, Fearnley, Oliv. Vallée, H. Duhord, M. McMullin, J. McKay, John Ryan, Gabriel Belleau, Patrick Walsh, H. J. Noël, Et. Maheux, T. H. Dunn, Pat. McGeenan, A. Provau, L. E. Dorion, P. Langlois, John Snowdon, W. Wurtelle, A. Campbell, W. Veener, S. Patena, A. Plamondon, Michel Robitaille, A. Campbell, R. Urquhart, J. B. Pruneau, E. B. Harris, Jos. Larose, M. Fèvre, P. Hnot fils, Gabriel Vallée, Th. Facina.

Si l'Assemblée de Québec a été une si pauvre affaire, ce n'a pas été faute de préparatifs. On avait invité un grand nombre de personnes de poids et de talent pour y assister qui n'ont pas jugé à propos de s'y rendre. entr'autres MM. Papineau, Holmes, Dewitt, Soelens, Workman et De Plenary. M. Papineau en a pris occasion de déclarer son adhésion entière aux sentiments exprimés dans le manifeste des annexionnistes de Montréal. Il était temps; car ses amis et partisans ici commençaient à s'impatienter de son silence. Voici un extrait de sa lettre au comité de Québec:

"Ce n'est pas d'aujourd'hui ni récemment, que j'exprime mes vœux sincères, inaltérables pour la fin du régime colonial, où les intérêts, les désirs, les nécessités des plus faibles, puisqu'ils sont les gouvernés, sont sacrifiés aux intérêts, aux caprices, aux opinions des plus souvent mal fondés des plus forts, puisqu'ils sont les gouvernants. La distance des lieux, la divergence des intérêts, la différence des conditions sociales, rend impossible le gouvernement sage, heureux, possible, économique d'un pays pauvre, tout agricole et désolé naturellement démocratique, par un pays d'aristocratie héréditaire où la naissance et des fortunes colossales ont concentré le pouvoir entre les mains d'un petit nombre de privilégiés. L'histoire entière des anciennes colonies Anglaises, beaucoup plus libéralement constituées et gouvernées que nous ne le sommes, nous le montre en alterations incessantes et acrimonieuses avec leurs gouverneurs locaux et la métropole, et pendant cette période de malaise, le développement de leurs ressources, sous tous les rapports, fut lent et précaire comparativement à leurs merveilleux progrès, depuis qu'elles se gouvernent elles-mêmes sous la protection des institutions les meilleures, les plus libres, les plus démocratiques dont ait jamais joui l'humanité.

Dès 1823, avec ceux des Ministres du Roi et des Membres du Parlement Britannique que je vis, je discutai ce problème de la séparation, avec les mêmes indépendance, liberté et conviction que je le fais aujourd'hui, et maintiens qu'elle serait dans l'intérêt mutuel bien entendu de l'Angleterre et du Canada. Pas un d'eux n'a jamais, que le commerce de la métropole avec ses anciennes Colonies ne lui fit beaucoup plus avantageux, que si elles lui étaient demeurées soumises. Tous demeurèrent d'accord que, devenues plus rapidement riches et peuplées, elles étaient un meilleur débouché, tant pour l'émigration qu'y trouvaient plus de ressources, que pour l'écoulement des produits manufacturés de l'Angleterre,

qui en outre, était déliée de la dépense de les garnisonner pour les gouverner, ce qui d'ailleurs était devenu impossible vu leur accroissement. Ces admissions faites, je leur disais: mais le Canada, comme toute autre colonie dont le territoire est vaste et à bas prix, voit la population se doubler en vingt ans, et dans ces circonstances tous les hommes délaissés et généraux, espèrent leur indépendance avant leur dernière heure, ou du moins croient et espèrent qu'elle sera le lot de leurs enfants après eux. Ne serait-il pas judicieux de ne pas attendre que le désespoir amenât des riches sanglantes, qui quel que soit le parti qui prévaut, sont inévitablement accompagnées des plus déplorables excès, et engendreront contre vous des ressentiments qui se perpétueront pendant des siècles, tels qu'ils existent encore aujourd'hui aux États-Unis par suite de l'obstination aveugle et acharnée de Lord North. De nations amies que vous seriez demeurées à la suite d'une séparation volontaire, vous êtes devenues nations rivales, jalouses, hostiles l'une à l'autre, à la suite d'une guerre civile dont toutes les bontés sont pour vous, toutes les gloires pour vos ennemis.

Admettrai-je, si vous le voulez, que votre régime colonial est un peu moins mauvais que celui des autres puissances Européennes. C'est une de vos gloires d'avoir formé des colonies qui ont si bien constitué et se bien gouvernent dès les premiers moments de leur séparation. C'est l'approbation de l'Espagne d'avoir formé des colonies qui plusieurs années après leur indépendance, sont la proie de l'anarchie, incapables de se constituer et de se gouverner. Ne vous préparez pas une pareille honte dans l'avenir et de semblables maux pour le Canada; et vous le faites, si au plus vite et avant le jour de la séparation, vous ne l'initiez pas à part de se gouverner lui-même, et lui donnant des institutions purement électives, telles qu'elles avaient été données aux plantations de la Nouvelle Angleterre. Cette section de la confédération Américaine conserve encore aujourd'hui une supériorité morale, intellectuelle et industrielle sur les autres États, parce que dès le principe le système électif qui s'imule mieux que tout autre les hommes à s'instruire, y a prévalu plus pleinement que dans vos gouvernements féodaux, où l'influence de vos envoyés et de leurs favoris, procure moins grande quelle ne l'est en Canada, a été assez misérable pour que l'on en souffre encore aujourd'hui après cinquante ans de séparation. Accordez-nous le système électif, vous prolongez la connexion parce qu'elle sera moins onéreuse; refusez-le, et le mécontentement, la défiance qui animent contre vous la grande majorité des colons ira croissant, jusqu'à ce qu'ils nous précipitent prématurément peut-être dans des tentatives de résistance, que vous pourrez comprimer par le fer et par le feu en temps de paix, mais qui en cas de guerre avec les États-Unis, préviendront très assurément.

Déposés lors en chambre et hors de la chambre, avec tous et chacun des Gouverneurs, Commissaires et autres envoyés du Gouvernement Anglais en Canada, j'ai uniformément exprimé les mêmes sentiments, sans que ni en Angleterre, ni ici, aucun homme d'état n'ait jamais dit que la connexion devait être perpétuelle, mais seulement prolongée un peu plus de temps, parce que si le Canada se donnait à la confédération américaine, son exemple entraînerait les Colonies voisines Continentales, et que l'addition de tant de ressources rendrait les États-Unis vraiment redoutables à l'Angleterre.

Dans le reste de sa lettre M. Papineau dénonce le gouvernement responsable. Mais comme il se laisse aller à dire des personnalités à l'adresse des ministres actuels, nous nous dispensons de les reproduire.

A propos d'annexion, quelques uns de ses partisans prêtent beaucoup des impôts Canadien et des folles prolixités d'un gouvernement. A les entendre, il n'y aurait pas de pays au monde où le peuple soit plus dénué d'impôts. Rien n'est pourtant plus faux que cette assertion faite pour tromper le peuple. Au contraire, il n'y a pas de pays au monde où l'on paie moins de taxes qu'en Canada. Quant aux dépenses du gouvernement, si le chiffre en est élevé, on ne fait pas attention que les deux tiers de notre liste civile et de nos dépenses sont appropriés à des objets d'utilité publique et pour maintenir notre crédit. Le montant entier de ce qu'on appelle les dépenses courantes et qu'on qualifie tant d'extravagance, ne dépasse pas £190,000 par an pour les deux sections de la province. Voyez plutôt l'estimation des dépenses du Canada pour cette année:

Intérêt sur la dette	£200,000
Fonds d'amortissement pour éteindre cette dette	75,000
Océros pour des objets d'éducation	70,000
Do Sociétés d'agriculture	10,000
Do Sociétés charitables	15,000
	£370,000

Sont-ce là des dépenses inutiles et qu'on devrait condamner? Le reste des dépenses, c'est à dire celles du gouvernement civil proprement dites sont de £190,000 par an. — Ce qui fait que toutes les taxes que le peuple Canadien a à payer par an pour la liste civile, l'administration de la justice, le coût de la législation, la milice et autres dépenses semblables, ne dépassent pas un peu plus de £100,000 par an. — Ce qui fait une taxe d'un cent par tête. L'Ohio dépense près d'un million de piastres; ce qui fait une taxe de trois centimes par tête. — Mais il ne faut pas oublier, qu'aux États-Unis, il y a une taxe sur la terre et qu'après avoir payé les dépenses du gouvernement local, il faut contribuer à celles du gouvernement fédéral. De

sorte que tout pris en compte, le peuple Américain paie au moins le double de taxes que paie le peuple Canadien. Mais on dit: Aux États-Unis, les salaires des employés publics sont moins élevés qu'en Canada. C'est vrai, mais il y en a deux fois, trois fois autant, ça revient à peu près au même. Et c'est le cas.

L'opinion de la presse sur l'annexion continue de s'exprimer librement. Quelques journaux dans l'est du Canada se prononcent favorablement, la grande majorité contre. "Avant de demander l'annexion, disent ces derniers, donnons un *fair trial* à la connexion anglaise avec le gouvernement responsable et ce tournons pas le dos à l'Angleterre dans un temps où elle veut sincèrement vous faire du bien." Les partisans de l'annexion dit le *Baltimore Courier* commettent une grande erreur, en disant que la Grande-Bretagne est fatiguée du Canada. Le Duc de Wellington n'a-t-il pas dit dernièrement dans la chambre des Lords que "Le Canada ne doit pas être perdu ou abandonné." "Que ceux, dit le *Mercury* de Québec, qui s'imaginent que la Grande-Bretagne va abandonner ses colonies de bon gré, viennent à Québec, qu'ils fassent le tour des fortifications de la citadelle, des dépôts d'artillerie, de l'arsenal, des casernes, et qu'ils examinent ces vastes et magnifiques travaux qui ont coûté tant d'argent à l'Angleterre et qui sont entretenus avec tant d'ordre et à tant de frais, qu'ils visitent ensuite les dépôts militaires et de marine et les différentes garnisons petites et grandes qu'il y a à Montréal, Ste. Hélène, Trois-Rivières, Sorel, Chambly, St. Jean, Isle aux Nois, Lacaprairie, Coteau du Lac, Cornwall, Prescott, Brockville, Kingston, Toronto et partout, ils verront, depuis Québec jusqu'à un fort Malden, les signes évidents des soins du propriétaire et de sa détermination de conserver intactes toutes ces choses et de les transmettre à ses successeurs."

L'agitation de la question de l'annexion en Canada rappelle naturellement au souvenir de l'Angleterre les causes qui amenèrent la révolution américaine. Voici ce que dit à ce sujet un journal de Londres: "Il ne vint jamais à l'esprit de Pitt, encore moins de Walpole, que s'il n'y avait plus de monde à conquérir, il pouvait y avoir un monde à perdre. Non contentes de l'Amérique du Nord, l'Angleterre alors une population de 1,300,000 âmes et même tandis qu'ils étaient exposés aux attaques des Français et de leurs alliés les Sauvages, ils nourrissaient des espérances d'indépendance parmi les Indes de l'Amérique du Nord. L'Angleterre en 1770 en trouva une adressée à ce gouverneur Canadien par un marchand de Boston, dans laquelle on lit le passage suivant: La cause de votre non-progrès tient au génie de votre nation, vos gouverneurs ont été des géants, des géants français, haïssant et méprisant le commerce. Or, la richesse, le commerce et la force sont inséparables. Votre commerce avec nous devrait être libre et indépendant. Nous devons briser avec l'Angleterre pour des raisons commerciales. Sur cela Montréal observe: "Prenez garde comment nous permettons l'établissement de manufactures en Canada. Cette province deviendrait libre et turbulente comme une province anglaise; l'Angleterre a fait une grande faute en ne faisant pas ces colonies au commencement de sa domination. Si elle l'eût fait à présent, elles se révolteraient. Montréal prouvé dans une autre lettre la chute du pouvoir anglais en Amérique par ses succès mêmes. La sagesse ou la folie des hommes d'état anglais pouvait seulement hâter ou retarder l'événement. Pendant avoir passé le temps de tutelle, les intérêts ne s'accordaient plus avec ceux de ses vieux parents. Mais nous regretterons toujours le mode de séparation; et ne aurons est restée que trois-quarts de siècle en route ou encore faire disparaître une usure noire demeure dans nos annales, qui, raconte cette lutte commencée dans l'injustice conduite avec une faiblesse mêlée de cruauté et terminée par la défaite."

Il est arrivé en cette ville un Canadien, venant de la Californie, M. F. L. Lortie de l'Académie, qui parle de ce qui se passe aux mines d'après sa connaissance personnelle. Dans le printemps de 1847 M. Lortie quitta le Canada pour l'Orégon où il demeura près d'un an. Au bruit de la découverte des mines d'or, il partit pour San-Francisco où il arriva en décembre 1848. Là il se joignit à une compagnie de 29 hommes et se rendit aux mines. Il y demeura jusqu'au 20 août dernier, travaillant à ramasser et à laver la poudre d'or. A la fin de la journée, ses compagnons et lui divisèrent également le fruit de leurs recherches. Ils ramassèrent chacun un peu près 2 onces d'or \$32 par jour. Un jour M. Lortie en trouva 53 onces, valant \$212! Le lendemain un de ses compagnons en trouva 533 onces. M. L. a obtenu \$18 par once de l'achat des monnaies des E.-U. pour l'or qu'il a rapporté.

M. Lortie est parti de San-Francisco le 17 septembre. Le 23 il arriva au port de Panama. En 4 jours il traversa l'isthme à pied jusqu'à Chagres sur l'Atlantique. De cette ville il se rendit en steamer à la Nouvelle-Orléans en six jours, faisant entre San-Francisco et cette dernière ville un trajet de 32 jours.

Discussion dans les Bureaux sur les Affaires de Rome.

Nous reproduisons ici le résumé de quelques unes des principales opinions qui ont été émises dans ces réunions intérieures, et qui ont obtenu l'assentiment général.

M. More rappelle que l'Assemblée constituante a évidemment voté l'expédition d'Italie en vue du rétablissement du Pape dans son pouvoir temporel inséparable du pouvoir spirituel. La France ne saurait aujourd'hui vouloir se servir violemment sur la volonté du Pape, et lui imposer par la force des concessions auxquelles il ne serait pas disposé. La puissance papale ne doit jamais être sous le coup d'une menace. L'honorable membre, qui a été nommé comme

"C'est ainsi que le grand nom de chrétien met tout de niveau dans la mort, et l'orgueil du plus puissant potentat ne peut arracher à la religion d'autre prière que celle-là même qu'elle offre pour le dernier manant de la cité." (1)

Sous la croix de marbre qui étend ses bras sur les restes du riche, sous la croix de bois noir qui protège la fosse de ga-on du simple villageois, la religion, quand est venu le jour des morts, fait entendre les mêmes paroles.

Dès le principe, l'Eglise a prié pour tous ses enfants quand ils mouraient. Ses prières étaient des supplications pour ceux qui en avaient besoin et des actions de grâces pour les martyrs. On renouvelait le sacrifice et les supplications au jour anniversaire de leur mort. Tertullien le dit expressément: "Nous célébrons l'anniversaire de la Nativité des Martyrs." Et plus loin: "Suivant la tradition des ancêtres, nous offrons le sacrifice pour les défunts au jour anniversaire de leur mort." Les autres Pères nous offrent les mêmes témoignages. Bien plus, l'Eglise qui s'est toujours montrée si bonne et si tendre pour ses enfants, avait, dès le commencement, deux manières de prier et d'offrir le sacrifice pour les morts. L'une pour chacun d'eux ou pour quelques-uns en particulier, l'autre pour tous les morts en général, afin que sa charité embrassât ceux qui n'avaient ni

proches ni amis qui pussent s'acquitter de ce devoir de piété à leur égard.

L'Eglise avait donc des recommandations et des sacrifices pour tous les morts en général, décelés dans sa communion. Elle en usait ainsi avant le temps de saint Augustin. "Il est fort ancien, dit ce Père, et universellement reçu dans toute l'Eglise, l'usage de prier pour tous ceux qui sont morts dans la communion du corps et du sang de Jésus-Christ."

Cependant la fête particulière dans laquelle on recommande à Dieu tous les morts, est d'une date postérieure. Saint Odilon, abbé de Cluny, au 10e siècle, a été un des premiers à établir cette commémoration générale pour tous les fidèles. En peu de temps, on vit adopter et pratiquer cette observation dans toute l'Eglise d'Occident par l'autorité du siège apostolique.

MALADIE DU PERE MATHEW. — L'apôtre de la tempérance est en ce moment à Worcester, où l'état de sa santé l'a empêché pendant quelques jours de se livrer à sa philanthropique propagande. Une paralysie dont il a été déjà attaqué à plusieurs reprises le privait de l'usage de tout un côté de son corps, ainsi que de sa langue. Il était toutefois assez bien remis mardi pour prendre le cours de ses travaux.

(1) Chateaubriand.